

Nathalie Arthaud à la fédération CGT des services publics

à Natacha Pommet

J'ai bien reçu votre lettre et je suis d'accord avec votre constat : tous les secteurs de la fonction publique se dégradent au fur et à mesure des coupes claires de l'État sur les budgets. Cela veut dire des effectifs en moins mais aussi des salaires qui restent bloqués pendant des années.

Mais pour l'État cela ne suffit pas, une attaque en règle a été menée contre les travailleurs des collectivités territoriales, en particulier contre ceux qui ont les travaux les plus pénibles.

L'entrée en vigueur de la loi de « modernisation » de la fonction publique et la fin du "fini-parti" qui permettait des journées de travail plus courtes a provoqué des grèves des éboueurs de Toulouse, de Marseille et de bien d'autres endroits comme la ville de Schiltigheim contre le vol de leurs jours de congés.

Pour les millions de fonctionnaires qui, mal payés et mal considérés, jouent pourtant un rôle indispensable dans la vie sociale et économique, la revalorisation régulière des salaires pour suivre la courbe de l'inflation est une revendication vitale.

Alors, à un mois de l'élection présidentielle, le gouvernement se rappelle soudain que les salaires de la Fonction publique sont bloqués depuis 2010, à part une petite hausse en 2016 juste avant la précédente élection présidentielle. La ficelle est un peu grosse..

Pendant ce temps là se profile une nouvelle réforme de l'âge de départ en retraite. Autrement dit, travaillez plus avec moins de personnel, pendant plus longtemps, en étant moins payés !

Et ce sera comme cela tant que l'ensemble du monde du travail, public et privé, n'engagera pas de riposte globale pour changer le rapport de force.

Annoncés à 137 milliards d'euros pour l'année 2021, ce qui était déjà un record, les profits des groupes français cotés au CAC 40 se montent en fait à 160 milliards d'euros. La bourgeoisie, c'est-à-dire les gros actionnaires et les dirigeants d'entreprises, baigne dans les milliards.

Ces 160 milliards de profits ne sont pas les sommes pour investir, si tant est que les entreprises investissent. Ces profits vont être en grande partie redistribués en dividendes aux actionnaires. Sorte d'argent de poche pour les actionnaires, ces parasites pourront s'en servir pour se payer leurs yachts, leur luxe, ou pour spéculer et alimenter le système fou et nuisible de la finance mondiale.

À cela, il faut ajouter que le CAC 40 n'est que la partie émergée de l'iceberg, car bien des entreprises, non cotées ou cotées sur d'autres marchés, ont aussi leur coffre-fort qui déborde. Les milliards de cadeaux d'argent public que les entreprises ont reçu de la part de l'État n'ont nullement servi à améliorer le sort de la population.

Ces 160 milliards prévus donnent une indication sur les sommes gigantesques qui proviennent de l'exploitation de millions de travailleurs et qui pourraient servir bien autrement.

L'ensemble de ces profits est l'équivalent de près de 4 millions d'emplois payés 2 000 euros et des cotisations sociales correspondantes. Les richesses produites par les travailleurs permettraient donc largement de faire fonctionner la société autrement.

Elles permettraient d'augmenter les salaires de façon conséquente, de créer les emplois nécessaires dans les hôpitaux, les écoles et ailleurs, de bâtir les logements et financer tous les services publics qui manquent.

Avec toute ma solidarité,

Nathalie Arthaud